

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Trafic des produits pétroliers : le CTRI met en place une équipe spéciale

H.N.M
Libreville/Gabon

PAYS producteur de pétrole, le Gabon est, à l'image de ses pairs de la sous-région, confronté au trafic des produits

interdits en zone maritime. Afin de mieux lutter contre ce phénomène, le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), dans son communiqué n° 038, vient d'annoncer la création d'une

équipe spéciale. En effet, selon le document parvenu à notre Rédaction, " dans une démarche résolue vers une meilleure gestion des installations de stockage et de dépotage d'hydrocarbures et pour endiguer le trafic de produits interdits en zone maritime, le général de brigade, Brice Clotaire Oligui Nguema, président de la Transition, a décidé de la création d'une équipe spéciale ".

Placée sous l'autorité du colonel Léopold Richard Batchielly, secondé par le lieutenant-colonel Cédric Barro Gomes, cette équipe a pour mission " la supervision rigoureuse de la logistique pétrolière pour optimiser l'utilisation des ressources d'hydrocarbures, le renforcement de la sécurité aux terminaux pétroliers pour



Photo: MZM/L'Union

Une unité spéciale va veiller à la lutte contre le trafic de produits interdits en zone maritime.

garantir la sûreté nationale, le contrôle méticuleux des opérations de dépotage des hydrocarbures pour assurer la conformité réglementaire et la surveillance et la lutte contre le trafic des produits prohibés et

tout autre commerce illicite dans les zones portuaires." En clair, cette initiative vise, selon le chef de l'État, à instaurer l'ordre et à préserver les intérêts économiques vitaux de notre nation.

Voiries du 2e arrondissement : les chantiers en pleine évolution



Photo:

Les engins lourds à pied d'œuvre, rue Samuel Minko.

ENA
Libreville/Gabon

DANS les jours qui viennent, et à l'allure où sont exécutés ces travaux, l'on circulera aisément sur les routes, rues et ruelles d'une grande partie du 2e arrondissement de Libreville. Les chantiers ouverts sont menés sur les trois registres (réhabilitation, restauration et réparation), correspondant aux formats des routes à travailler.

Les voiries de cette zone partant du Château d'eau de Sotega jusqu'au point d'embarquement/débarquement des transporteurs suburbains d'Atsibe-Ntsos ont une inquiétante caractéristique commune : leur niveau de dégradation fort avancée. Une situation qui dure depuis des décennies sans que l'on puisse voir une quelconque volonté des pouvoirs publics de prendre en compte ces importantes voies de communication. La plus importante de celles-ci, la rue Samuel Minko (du nom d'un ancien ministre), est jalonnée en moult endroits de cratères profonds qui mettent à rude épreuve les usagers de la route. Les conséquences de cet état de choses sont si multiples

que certains automobilistes s'abstiennent désormais de desservir cette voie, en raison des grandes aspérités qui s'y trouvent. La bouffée d'oxygène ainsi initiée par les autorités de la Transition semble revêtir les formes de durabilité, à en juger par la qualité des travaux en voie d'exécution. Commis à ce chantier, le Groupe Sobeas-Sogea-Satom, qui avait commencé par la résorption des nids-de-poule et autres grandes crevasses, a déjà entamé la phase du bitumage, après avoir revu et réparé certaines bordures de voie.

Certes, le chantier a entraîné des désagréments que certains automobilistes ont bien compris, dès lors que cela intègre une vision d'amélioration de la circulation dont ils sont les tout premiers bénéficiaires. Et alors que les travaux tirent à leur fin, l'on pressent déjà avec satisfaction la fluidité sur laquelle ils vont déboucher.

D'autres artères (d'un palier en dessous) adjacentes sont aussi en voie de renaissance. Abandonnées depuis des lustres, elles n'étaient plus praticables, et font aujourd'hui l'objet de travaux consistants menés par des PME gabonaises.

Mines : le manganèse de Moanda et le souvenir du champ pétrolier de Rabi-Kounga

G.R.M
Libreville/Gabon

SI l'on s'était inscrit sur la durée, le gisement pétrolier de Rabi-Kounga aurait probablement continué avec une production raisonnablement équilibrée jusqu'à ce jour. Malheureusement, les experts en la matière sont unanimes quant au fait que l'on a pompé plus de pétrole qu'il n'en fallait. En 1997, l'on a atteint jusqu'à 250 kbbl (250 000 barils) de production journalière. Aujourd'hui, 38 ans après sa découverte dans la partie onshore du bassin de l'Ogooué, le gisement ne produit qu'en moyenne 45 mille barils par jour. Un déclin qui a également entraîné la baisse de la production totale du pays. Par ce rappel, nous avons voulu faire un lien avec la décision que vient de prendre le gouvernement de la Transition à travers le

ministère des Mines dirigé par Hervé-Patrick Opiangah. Lequel s'est donc opposé, le 8 décembre dernier, au projet de la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog) d'augmenter sa production de manganèse de 8 à 10 millions de tonnes (L'Union du 27 décembre).

Le Gabon est, au fil des années, devenu le principal producteur mondial de manganèse à haute teneur. La seule production de la filiale du géant minier français Eramet est passée de 3,9 millions de tonnes en 2015 à 8 millions de tonnes aujourd'hui. Soit une hausse de 4,1 millions de tonnes due à la forte demande des clients.

Tout compte fait, de nombreux analystes s'accordent à dire que la Comilog aurait fait sa demande pour continuer à accroître ses parts de marché à l'international et son chiffre d'affaires. Il faut rappeler qu'en 2022, le leader mondial de la production de

manganèse s'est positionné en tête du classement des 10 premières entreprises gabonaises, avec un chiffre d'affaires frôlant les 1 000 milliards de FCFA.

Si ces résultats croissants profitent aussi à l'État gabonais par le biais de l'impôt et autres redevances qu'il perçoit, le besoin de ressources financières ne saurait toutefois compromettre l'avenir du minerai. Ce qui justifie le nœud du gouvernement à la sollicitation de la Comilog. Pour ce pan de l'Exécutif, il est primordial de penser aux générations à venir. Preuve, s'il en était encore besoin, que notre pays s'est résolument engagé dans une stratégie alliant gestion et exploitation durables, notamment de ses richesses du sous-sol. Ce qui aurait dû être fait avec le champ pétrolier de Rabi-Kounga dans le canton Basse-Nyanga.